

# La Vie Internationale

France-Allemagne *9 Février 52*

La crise des relations franco-allemandes est de part et d'autre une affaire de politique intérieure. Une fois de plus de grands desseins sont étouffés par les passions. Si légitimes qu'en soient les mobiles, elles doivent être dominées pour le salut national. Sinon les fautes de 1911, de 1921, de 1935 répétées en 1952 mettront tôt ou tard l'Europe devant un nouveau drame. Heureusement, la controverse actuelle n'est pas aussi fondamentale que ses précédents historiques parce qu'un compromis est formulable et qu'un arbitre s'emploie à le faire accepter : les Etats-Unis.

## La Sarre.

Le problème de la Sarre non seulement n'est pas insoluble mais son futur statut est déjà préfiguré. La France ne doit avoir en Sarre que des intérêts économiques et l'Allemagne de Bonn ne peut espérer que les Etats-Unis et l'Angleterre reviennent sur la décision de rattacher économiquement le territoire sarrois à la France, rattachement nécessaire à l'équilibre de l'Europe unifiée. Il enlève, en effet, à l'Allemagne la tentation d'une prépondérance industrielle qui la mettrait en conflit un jour avec le reste du monde.

Politiquement le territoire sans cesse d'être allemand peut devenir le siège des institutions futures communes à l'ensemble européen. Ces organismes neutraliseraient la Sarre sans couper ses liens avec la collectivité germanique. Les Allemands craignent que le précédent constitué par l'indépendance Sarroise n'ait une influence sur le futur statut des pays situés au-delà de l'Oder-Neisse annexés par la Pologne, que la Silésie ou Dantzig ne suivent ce modèle.

Mais si l'Europe doit un jour comprendre tous les pays occupés actuellement par l'U.R.S.S. il ne serait pas mauvais que certaines régions névralgiques jouissent d'un statut particulier qui puisse les soustraire aux convoitises et en fasse un lien entre les nations au lieu de les opposer. On pourrait même accorder à leurs citoyens une double nationalité.

L'Européanisation de territoires comme la Sarre ne devant irriter aucun sentiment national légitime. De plus, le fonctionnement du Pool Charbon-acier en supprimant les rivalités économiques enlèverait au conflit sarrois beaucoup de ses raisons d'être.

## L'Allemagne et le Nato.

Le second point : l'admission de l'Allemagne au Conseil de défense atlantique n'est pas davantage dramatique. Il est normal — et cela le gouvernement de Bonn en convient et Acheson a été formel sur ce point — que l'Allemagne ne soit pas dès maintenant partie de la direction de l'alliance. Par la constitution d'une armée européen-

ne, les chefs des contingents allemands se trouveront, comme leurs partenaires européens en relation étroite avec le Nato qui devra nécessairement pour les commander tenir compte de leurs suggestions. Il serait choquant que si près de sa défaite l'Allemagne puisse d'emblée avoir une voix dans les décisions suprêmes.

## Les tentatives d'ajournement.

Ce que désirent les adversaires de l'Europe c'est que l'explosion présente serve de prétexte pour l'ajournement de toute réalisation.

L'armée européenne a contre elle en France les militaires et les communistes. En Allemagne outre les mêmes éléments toute une opinion qui se refuse à entendre parler de conscription. Quant à l'argument souvent invoqué chez nous qu'une participation militaire germanique risquerait d'entraîner l'Europe dans une guerre que l'Allemagne provoquerait pour reconquérir les provinces perdues à l'Est est mal fondé, car les Soviets n'entreraient en lutte que s'ils savaient pouvoir l'emporter aisément et la présence d'une force allemande les détournerait plutôt d'une tentation agressive. D'ailleurs la politique soviétique paraît maintenant orientée. Défensive en Europe, c'est en Asie qu'elle cherchera des succès là où elle peut étendre son hégémonie à peu de risques.

## Eden à Paris.

La visite de M. Eden à Paris a été bien intéressante. Il serait vain de nier que Churchill est rentré de Washington convaincu qu'une collaboration sur un point d'égalité avec les Etats-Unis était désormais impossible : la disproportion des forces entre les deux partenaires est aujourd'hui trop évidente. D'où la nécessité de conserver des rapports plus étroits avec le Continent. Si en effet un jour le Commonwealth se désagrège les Iles Britanniques n'auront d'autre choix que de s'intégrer à l'Europe ou de devenir le 49<sup>me</sup> Etat des Etats-Unis.

Depuis qu'il a repris le pouvoir Churchill a reconnu que la position de son pays était beaucoup plus critique qu'il ne le croyait. L'Angleterre est le seul pays du monde où la production d'acier ait diminué en 1951, l'augmentation de la production de charbon a été insignifiante et tandis que celle des pays européens est susceptible de progrès, les experts n'en prévoient aucun pour le Royaume-Uni. Pour fixer les idées, tandis que la production économique globale de la France a augmenté de 13 1/2 pour cent en 1951, celle de la Grande-Bretagne n'a augmenté que de 3 %. Ce ne sont pas les mesures d'austérité de M. Butler qui changeront grand chose au tableau bien au contraire.

Dans ces conditions l'époque du splendide isolement est révolue. Le dernier discours d'Eden expose que, sans participer à l'armée européenne, l'Angleterre s'y associera le plus étroitement possible. L'esprit de Dunkerque cependant demeure, l'Angleterre reste hantée par le souvenir. En cas d'effondrement de l'armée continentale elle ne veut pas perdre la chance de sauver la sienne en soumettant ses forces à un commandement supranational. Sur le différend franco-allemand, sincèrement ou non, Eden s'est porté en conciliateur appuyant les vues françaises sans pour cela se heurter aux Allemands et moins encore aux conceptions d'Acheson et d'Eisenhower. Ceux-ci d'ailleurs, et une bonne partie de la presse américaine, se sont montrés à l'égard de l'opinion française très compréhensifs et amicaux. Nous ne sommes plus en 1922 ni en 1936. Le dessein de Eden est-il d'aider la France à différer le plus possible la solution du problème européen ou au contraire de le faciliter. Il est assez habile pour nous laisser dans le doute.

Le problème des relations franco-allemandes demeure, malgré l'expansion russe, la clef de voûte de la paix du monde qu'on réfléchisse à deux fois de part et d'autre, avant de laisser une fois de plus la plaie ouverte.

## Les mesures protectionnistes.

Les sceptiques sur l'idée européenne ont beau jeu de montrer que depuis deux ans chaque pas en avant a été suivi d'un retrait plus large. Déjà la conférence de Torquay sur la libéralisation des échanges avait marqué un recul sur les plans de Genève. Entre temps le Benelux qui avait servi de flambeau s'est lamentablement éteint. Hier sous la pression de son déficit à l'E.U.P. qui atteint 500 millions de dollars et pour éviter de nouvelles sorties d'or l'Angleterre a réduit ses importations d'un demi milliard de livres. Aujourd'hui la France également débitrice ferme ses portes à toute une série de produits. La réaction en chaîne amorcée, que restera-t-il de cette union européenne de paiements qui devait être le noyau d'une fédération économique : des crédettes sans clients ? Dans le cas de la France certaines féodalités où patrons et ouvriers sont étroitement unis ont profité de la crise pour imposer au gouvernement de graves mesures qui de quelque nom qu'on les déguise, sont simplement protectionnistes.

CRITON.